

## Qu'est-ce qui fait la singularité de l'économie polonaise ?

Julien Vercueil

► **To cite this version:**

Julien Vercueil. Qu'est-ce qui fait la singularité de l'économie polonaise ?. La Pologne face à la crise en Europe, Nov 2013, Paris, France. <halshs-01421388>

**HAL Id: halshs-01421388**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01421388>**

Submitted on 22 Dec 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## 1.4. Qu'est-ce qui fait la singularité de l'économie polonaise ?

Julien Vercueil

Cette contribution sera centrée sur des points qui ne semblent pas attirer particulièrement l'attention dans l'économie polonaise, mais qui méritent un éclairage particulier. Il s'agit de détailler des éléments qui, dans ce qu'on pourrait appeler le modèle de croissance polonais, semblent devoir attirer l'attention et mériter une discussion approfondie.

D'abord, en quoi consiste la singularité polonaise ? Il a été abondamment question de sa croissance économique, supérieure à la moyenne des pays européens depuis la crise de 2008-2009. Ses perspectives de croissance selon les estimations de la Banque Mondiale, ne sont pas si négatives que cela avec un taux de croissance de 2 %, même si comme Hervé Boulhol l'a souligné dans sa contribution, cette croissance semble revenir désormais dans la moyenne des pays comparables, y compris au sein de l'Union européenne et non pas seulement lorsqu'on la compare aux autres pays de l'OCDE.

Le point sur lequel il est intéressant de s'arrêter est que depuis une quinzaine d'années, on peut observer une forme de régularité de cette croissance. Ceci est un point qui me paraît notable : ce n'est pas une croissance de type « stop and go », mais une croissance qui, entre 1997 et 2002 s'est située aux alentours de 4 %, puis environ 7 % entre 2002 et 2007, puis 6 % entre 2007 et 2012. C'est donc aussi une croissance de PIB par habitant en parité en pouvoir d'achat très positive (comme ça été souligné) en comparaison d'autres pays – pas forcément plus positifs qu'en Lituanie, en Biélorussie, en Estonie etc., mais surtout ce que je trouve intéressant, c'est qu'il n'y a pas de fortes variations comme pour l'Estonie ou la Lettonie. Cela s'explique en partie par deux facteurs : d'abord, et cela a été montré précédemment, la taille du marché intérieur polonais qui rend l'économie moins vulnérable à des chocs extérieurs ; ensuite, la possibilité qu'a eue la Pologne de mener des politiques contra-cyclique - je ne reviens pas dessus.

Un autre élément qui a déjà été mentionné, notamment par Monsieur Osiatynski, est le fait que cette croissance vive est l'une des raisons pour lesquelles la dette ne s'est pas envolée en pourcentage du PIB. Une analyse conduite par la Banque mondiale sur la contribution des différents éléments de la conjoncture polonaise à la dynamique de la dette en pourcentage du PIB montre que la croissance économique a permis de réduire cette proportion de la dette en proportion du PIB puisque lorsque l'on compare le niveau de 2012 avec le niveau de 2011, on observe une stabilisation de cette dette. Ceci est soumis à d'éventuelles modifications futures si la croissance n'est pas aussi dynamique à l'avenir, mais la croissance passée a bien permis de stabiliser le poids de la dette dans le PIB et ceci est une singularité de la situation polonaise, me semble-t-il.

Un autre point sur lequel on n'a pas pour l'instant beaucoup insisté, ce sont les conséquences sociales de la croissance. Malheureusement, les données disponibles ne sont pas très récentes, mais si l'on prend la première partie de la période de ralentissement de la croissance, c'est-à-dire de 2007 à 2010, on voit que pour la Pologne, les différences de revenus entre 2007 et 2010 pour différentes catégories de la population, montrent que le revenu disponible des deux extrêmes de la population - les

10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres - a augmenté à peu près dans les proportions dans la même période ; alors que pour d'autres pays de l'OCDE comme l'Espagne, la situation est bien différente. La Pologne est l'un des rares pays qui a limité les effets sociaux de la première partie, la plus aiguë, de la crise, c'est-à-dire 2008, 2009, 2010. Dans d'autres pays, ces effets ont été tout à fait désastreux.

Évidemment, l'une des raisons de cette spécificité, c'est le rythme de croissance. La politique économique est restée contra-cyclique et la gestion du taux de change a également joué un rôle. Il faut analyser les contributions des composantes de la demande agrégée à la croissance du PIB et plus particulièrement ce que l'on appelle les exportations nettes. La contribution des exportations nettes est la différence entre le taux de croissance des exportations et celui des importations. On s'aperçoit qu'en fonction des phases de la croissance économique d'ensemble de la Pologne, cette contribution nette est tantôt positive – par exemple en 2009 et en 2011/2012 –, tantôt négative – par exemple en 2007/2008, etc. –. Si l'on rapproche l'évolution du taux de change effectif réel (à partir d'une base 100 en 2008) avec l'évolution de ses exportations nettes, on observe une sorte de « zone rouge » : lorsque le taux de change effectif réel descend au-dessous de la limite supérieure de cette zone, il limite la croissance des exportations et lorsqu'il dépasse cette limite, la contribution des exportations nettes est très directement positive.

Autrement dit, dans la discussion des modalités de l'accession de la Pologne à la monnaie unique, il faut bien sûr aborder la question des fondamentaux sous-jacents : les niveaux de productivité, la manière dont l'économie peut répondre à des chocs extérieurs, etc. Mais il y a un autre point qui est tout à fait central : c'est, au moment de l'arrimage, de bien fixer le taux de change auquel le zloty sera défini par rapport à l'euro. Ceci parce que ce niveau a des effets tout à fait nets sur les redressements éventuels de la balance des transactions courantes via la dynamique comparée des exportations et des importations.

La question se pose de la pérennité du modèle de croissance polonais. Parmi les risques de court terme pour la Pologne, il y a la chute de l'absorption des fonds structurels européens : il y a un point mériterait d'être davantage souligné qu'il ne l'a été jusqu'ici : il existe un lien entre l'efficacité de la structure administrative de la Pologne et les modalités de la décentralisation ainsi que le rôle des collectivités locales dans le modèle économique polonais d'une part, et l'absorption des fonds structurels européens d'autre part. Une bonne partie de l'efficacité avec laquelle la Pologne a absorbé les fonds structurels européens jusqu'ici - fonds qui ont représenté jusqu'à 2,7 points de PIB -, vient de la capacité des autorités de différents niveaux territorial à mettre en œuvre les projets sur le terrain qui permettent de rendre efficaces ces fonds structurels européens. Donc, si on limite de manière excessive la capacité des autorités locales à emprunter pour co-financer ces projets – car ces fonds impliquent généralement un co-financement local -, on risque de perdre cet effet de relais régional que l'on a observé jusqu'à présent.

Qu'en est-il de la compétitivité de l'offre ? La question du taux de change a été abordée, mais un second aspect du problème n'a pas été évoqué : au-delà du niveau absolu du chômage, il y a la structure du chômage. La structure par âge du chômage pose un gros problème à l'économie polonaise avec un taux de chômage des jeunes de 26,5 % - 27 % qui est en train de s'accroître. Les autres questions structurelles qu'on pourrait évoquer

sont celles des infrastructures et du type de spécialisation productive : elles posent le problème de la dynamique de la recherche & développement en Pologne. Cette dynamique est tout à fait centrale pour assurer la compétitivité hors prix à long terme de l'offre. Les dépenses brutes de R&D sont de l'ordre de 0,8 % du PIB en Pologne rapportées au PIB. C'est un chiffre faible, qui, en comparaison d'autres pays de cette zone, pose problème. Je prends l'exemple de la Russie où il est de 1,1 et considéré comme insuffisant par les autorités russes. L'idée de la montée en gamme de l'économie polonaise, sa capacité à passer d'une compétitivité prix à une compétitivité hors prix, sa capacité à intégrer davantage de valeur ajoutée dans les processus productifs localisés sur le territoire polonais, cette idée n'est pas réalisable avec 0,8 % de la valeur ajoutée consacrés à la recherche & développement.